

DÉPARTEMENT
CORREZE CANTON
TULLE COMMUNE
TULLE

ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE
DU STATIONNEMENT DES VEHICULES
ET DE LA CIRCULATION DES PIETONS
SUR L'AVENUE VICTOR HUGO
ET SUR LA RUE MARBOT
LE MARDI 22 AOÛT 2023
EN RAISON D'UN DEMENAGEMENT**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,
- Vu le Code de la route notamment ses articles R 411-2, R 411-3, R 411-4, R 411-5, R 411-7, R 411-8,
- Vu la demande présentée par VEYRES PERIE, situé ZAC de la Gare 19270 Ussac, afin de lui permettre d'effectuer un déménagement au n°116 avenue Victor Hugo et un emménagement au n°103-105 avenue Victor Hugo et 18 rue Marbot, au moyen d'un camion de 3.5T et un monte-meuble ;
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer provisoirement le stationnement de tous les véhicules et la circulation des piétons sur les voies précitées.

ARRÊTE

ARTICLE-1 : Le mardi 22 août 2023, de 8 h 00 à 18 h 00, le stationnement de tous véhicules sera interdit :

- sur trois emplacements au droit du n°116-122 avenue Victor Hugo, afin de permettre au demandeur de stationner un camion et un monte-meuble pour effectuer un déménagement au n°116 avenue Victor Hugo,
- sur deux emplacements au droit du n°103bis-105 avenue Victor Hugo, afin de permettre au demandeur de stationner un camion et un monte-meuble pour effectuer un emménagement au n°103bis avenue Victor Hugo,
- sur deux emplacements au droit du n°18 rue Marbot, afin de permettre au demandeur de stationner un camion et un monte-meuble pour effectuer un emménagement au n°18 rue Marbot.

Des panneaux B6a1 matérialiseront ces interdictions.

Compte-tenu de l'installation d'un monte-meuble sur les voies précitées, une déviation des piétons sur le trottoir d'en face devra être mise en place, par mesure de sécurité.

Accès libre aux véhicules de secours et d'urgence.

ARTICLE-2 : La signalisation réglementaire appropriée matérialisant la prescription énoncée ci avant sera mise en place par le demandeur sous contrôle du service Sécurité Domaine Public de la ville de TULLE.

ARTICLE-3 : Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.

ARTICLE-4 : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE-5 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

ARTICLE-6 : Copie du présent arrêté est adressé à : Demandeur - Services Techniques - Hôtel de police - Presse - Smur - Samu - Centre de Secours - Tulle aggro Service Transport

ARTICLE-7 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE-8 : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

ARTICLE-9 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE-10 : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

TULLE, le mercredi 2 août 2023

Le Maire-adjoint,

Michel BOUYOU

